

JUGEMENT
N° 115/19/CACC/TCC
DU 27 NOVEMBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/767

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET
DU CONTENTIEUX

QUINCEROT Didier

C/

BONON Sènouwa

Jean-Luc

(Me GNANIH)

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA** et **Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 30 octobre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier ressort, prononcé le 27 novembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

QUINCEROT Didier, de nationalité Française, demeurant et domicilié à 2 rue Guillaume Appolinaire F-95360 Montmagny, de passage à Cotonou, résidant au lieudit Fidjrossè-Calvaire ;

D'UNE PART

DEFENDEUR :

Monsieur BONON Sènouwa Jean-Luc, commerçant, Gérant de l'Ets JL Boutique, demeurant et domicilié au carré 1737 au lieudit Fidjrossè-Calvaire en face de la Clinique FASSINOU, maison Louis Martial SODJIEDO, assisté de **Maître Raphaël GNANIH**, Avocat à la Cour ;

D'AUTRE PART

OBJET :
Païement

LE TRIBUNAL

Suite à une sommation de payer adressée par QUINCEROT Didier à BONON Sènouwa Jean-Luc par exploit du 05 avril 2019, pour obtenir le paiement de la somme de quatre millions deux cent mille (4.200.000) FCFA résultant d'un prêt, ce dernier reconnaissant devoir, a payé un acompte de quatre cent cinquante mille (450.000) FCFA ;

Pour avoir remboursement du solde, soit trois millions sept cent cinquante mille (3.750.000) FCFA, QUINCEROT Didier a fait pratiquer saisie conservatoire sur les créances et meubles corporels de BONON Sènouwa Jean-Luc, en vertu de l'ordonnance n° 226/2019 rendue le 16 juillet 2019 par le Président du tribunal de commerce de Cotonou ;

Par exploit en date du 22 août 2019, il a attiré BONON Sènouwa Jean-Luc devant le tribunal de céans en sollicitant sa condamnation au paiement de ladite somme ;

QUINCEROT Didier demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

Devant le tribunal, BONON Sènouwa Jean-Luc a constitué Conseil, mais ce dernier n'a présenté aucune observation ;

L'affaire est en état de recevoir jugement ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou*

pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits » ;

Attendu qu'il est acquis aux débats que BONON Sènouwa Jean-Luc est débiteur de QUINCEROT Didier de la somme de trois millions sept cent cinquante mille (3.750.000) FCFA ;

Que cette créance est certaine, liquide et exigible ;

Que dès lors, il convient de condamner BONON Sènouwa Jean-Luc au paiement sollicité, en principal, outre les intérêts et frais ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit QUINCEROT Didier en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne BONON Sènouwa Jean-Luc à lui payer la somme de trois millions sept cent cinquante mille (3.750.000) FCFA en principal, outre les intérêts et frais ;

Déclare la demande d'exécution provision superfétatoire ;

Condamne BONON Sènouwa Jean-Luc aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT